
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES












C.C.A.P.

Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

Marché 2025.10

Refonte du site internet de l'IAE Lille (University School of Management) de l'Université de Lille et reprise de son intranet

L'essentiel du contrat		
	Objet	Refonte du site internet de l'IAE Lille (University School of Management) de l'Université de Lille et reprise de son intranet
	Type de procédure	Procédure adaptée
	PSE	Avec – article 2.2 du présent CCAP
	Tranches optionnelles	Sans
	Clause Sociale	Sans
	Clause environnementale	Sans
	Durée/délai	<p>La durée du marché correspond à la livraison, l'installation, la mise en service opérationnelle et la formation.</p> <p>Le prestataire s'engage à respecter le calendrier établi pour le projet.</p>
	Reconduction	Sans
	Prix	Le prix d'achat est forfaitaire et ferme.
	Variation de prix	Sans
	Avance	Article 12 du présent CCAP

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 – OPERATIONS DE VERIFICATION	7
ARTICLE 7 – HEBERGEMENT – SECURITE ET MAINTENANCE	8
ARTICLE 8 – PENALITES	9
ARTICLE 9 – SOUS - TRAITANCE	9
ARTICLE 10 - PRIX	10
ARTICLE 11 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT	10
ARTICLE 12 – AVANCE FORFAITAIRE	11
ARTICLE 13 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE	12
ARTICLE 14 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD	12
ARTICLE 16 – NORMES, BREVETS ET LICENCES	18
ARTICLE 17 – ASSURANCE	18
ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHÉ	18
ARTICLE 19 - RÉSILIATION	18
ARTICLE 20 – DROIT ET LITIGES	19
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG/TIC	19

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la refonte du site internet de l'IAE Lille, en incluant l'intranet déjà existant à celui-ci. Le titulaire devra concevoir et réaliser le site internet de l'IAE Lille et sa déclinaison en version anglaise et espagnole.

Le titulaire devra gérer l'hébergement et la maintenance du site après livraison ou il devra proposer un prestataire externe clairement identifié. L'intranet que nous avons déjà actuellement devra être intégré à ce nouveau site. Par conséquent, le titulaire devra le reproduire à l'identique, l'héberger et en assurer la maintenance.

Le présent marché comporte un seul lot divisé en 5 parties :

- ✚ Partie n°1 : Conception et réalisation du site internet IAE Lille
- ✚ Partie n°2 : Hébergement
- ✚ Partie n°3 : Maintenance du site web
- ✚ Partie n°4 : Formation des personnels
- ✚ Partie n°5 : Réversibilité

Les caractéristiques techniques sont détaillées dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

2.1 - Définition de la procédure

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée selon les dispositions des articles R. 2123-1 et R. 2123-5 à R. 2123-6 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.2 - Forme

Le marché est composé d'un lot unique. Son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Le non allotissement est justifié par le fait que l'ensemble est considéré comme une prestation globale avec différents volets. Confier l'ensemble à un seul prestataire permet d'assurer la cohérence, la compatibilité et le bon déroulement des différentes phases du projet.

2.3 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché comprend des Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles obligatoires sont :

- ✚ PSE 1 : 2 années de maintenance et hébergement
- ✚ PSE 2 : 3 années de maintenance et hébergement
- ✚ PSE 3 : 4 années de maintenance et hébergement
- ✚ PSE 4 : 5 années de maintenance et hébergement

Les candidats doivent obligatoirement indiquer le coût de ces options au sein de l'annexe 1 à l'ATTR11, **sous peine de voir leur offre jugée irrégulière et donc être rejetée.**

Le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision de retenir ou non ces prestations supplémentaires au moment de la notification.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'ATTRI 1 (acte d'engagement) et ses annexes dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'Administration font seule foi.
 - ✓ Annexe 1 financière et technique
 - ✓ Annexe 2 RGPD
- ✚ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige,
- ✚ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1er avril 2021.
- ✚ L'offre du candidat (mémoire technique)

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché correspond à la livraison, l'installation, la mise en service opérationnelle et la formation.

Le prestataire s'engage à respecter le calendrier établi pour le projet.

La conception du site pourra être réalisée par le titulaire du marché d'avril au 1er septembre, pour la phase de tests avec l'IAE Lille. La mise en ligne opérationnelle sera donc effectuée au plus tard le 1^{er} décembre 2025.

Ces délais sont applicables à compter de la notification du marché.

Un procès-verbal d'admission sera établi, attestant de la bonne exécution des prestations.

ARTICLE 5 – EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. – lieu d'exécution :

- ✚ IAE Lille (University School of Management)
104 Avenue du Peuple Belge
59 043 Lille

5.2. - Délais de livraison, d'installation, de mise en service opérationnelle et de formation

Le délai global d'exécution des prestations relatives à la refonte du site (livrables) est divisé en cinq prestations :

- ✚ Partie n°1 : Conception et réalisation du site internet IAE Lille
- ✚ Partie n°2 : Hébergement
- ✚ Partie n°3 : Maintenance du site web
- ✚ Partie n°4 : Formation des personnels
- ✚ Partie n°5 : Réversibilité

-

Les prestations attendues sont explicitées dans le CCTP.

Le candidat indiquera dans l'annexe 1 à l'ATTRI1 le délai de livraison auquel il s'engage, en tenant compte des échéances suivantes : la vérification du site internet devra être réalisée au plus tard **le 1er septembre 2025**, afin de permettre les ajustements finaux avant sa mise en service, prévue au plus tard **le 1er décembre 2025**.

Le candidat devra fournir un planning détaillé des phases d'actions prévues pour la conception et la réalisation de ce nouveau site internet et de la reprise de l'intranet

Ce planning doit prendre en considération le fait que l'école est fermée administrativement **le vendredi 30 mai et du vendredi 25 juillet au soir au dimanche 31 août inclus** (à ces dates, aucune réponse rapide ne vous sera apportée).

La livraison, l'installation et la mise en en service opérationnelle seront effectuées par le titulaire sous sa responsabilité sans supplément de prix. Le titulaire aura à sa charge les différentes assurances.

5.3 Suivi du projet - réunion

Les prestations devront impérativement être réalisées en conformité avec les termes et conditions énoncés dans le marché, garantissant ainsi le respect des engagements contractuels et la qualité attendue. Afin de garantir une communication fluide et des échanges facilités, toutes les réunions du projet se dérouleront en présentiel à l'IAE Lille de préférence ou au sein de l'agence (prise en comptes des éventuels frais de déplacement des membres de l'IAE dans la proposition). Lors de la phase de conception du projet, il conviendra de programmer une réunion hebdomadaire (hors vacances scolaires).

5.4 Formation et accompagnement du personnel :

Le titulaire assurera une formation sur site en présentiel et en français à au moins 2 ou 3 personnes, afin de pouvoir utiliser le back office du site convenablement. Si le CMS utilisé pour le site internet est Wordpress, la formation pourra se faire sur 3 journées maximum, alors qu'avec un autre CMS la formation pourra se faire sur 10 journées maximum.

Une partie de la formation aura lieu pendant la phase de tests du 1er septembre au 1er décembre. Celle-ci pourra être complétée et finalisée entre la mise en service du site internet et les vacances de Noël. La formation inclut d'une part la formation initiale mais également le suivi et l'accompagnement des 2-3 gestionnaires du site autant que de besoin sur une durée d'au moins 4 mois (de septembre à décembre).

5.5. Réversibilité et la transférabilité

Conformément à l'article 38.4 du CCAG/TIC, Le titulaire s'engage à fournir un plan de réversibilité

La « réversibilité » désigne les opérations de retour de responsabilité, par lesquelles l'acheteur ou un tiers désigné reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire arrivant à terme.

Les modalités organisationnelles et techniques de la réversibilité figurent dans le plan de réversibilité.

De manière non limitative, la réversibilité comprendra la fourniture des logiciels exécutables, le cas échéant, les codes sources, la documentation associée, les fichiers de paramétrage, scripts d'exploitation, la documentation technique et fonctionnelle, les éventuels supports de formation ainsi que :

- ✚ La mise à disposition de fichiers suivant un ou plusieurs formats documentés et exploitables en dehors du service fourni par le prestataire ;
- ✚ La mise en place d'interfaces techniques permettant l'accès aux données suivant un schéma documenté et exploitable (API, format pivot, etc.).

La « transférabilité » désigne l'opération de transfert de responsabilité, par lequel l'acheteur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire arrivant à terme.

La période de réversibilité ou de transférabilité est la période couvrant le retour ou le transfert de responsabilité précédemment définis.

Le « plan de réversibilité » ou « de transférabilité » est le document annexé au CCAP qui décrit la durée et les conditions de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité.

ARTICLE 6 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation aux articles 30 à 34 du CCAG/TIC, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

⇒ Etape de l'opération de vérification quantitative et qualitative :

⇒ ADMISSION 1 : Livraison du site au 1^{er} septembre 2025

Etape 1 : La livraison du site devra être constatée de manière contradictoire ;
➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect des délais à l'article 8 du présent CCAP.

Etape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission du livrable.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 1, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement de 30% du montant total du marché.

⇒ ADMISSION 2 : Mise en ligne opérationnelle du site, formation (1^{ère} partie) et reprise de l'intranet au 1^{er} décembre 2025

Etape 1 : Mise en ligne opérationnelle, formation (1^{ère} partie) et reprise de l'intranet devra être constatée de manière contradictoire ;

➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai à l'article 8 du présent CCAP.

Etape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission du livrable.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 2, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement de 60% du montant total du marché.

⇒ **ADMISSION 3 : Partie 3 : Formation**

Etape 1 : La formation complémentaire devra être constatée de manière contradictoire ;
➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect des délais à l'article 8 du présent CCAP.

Etape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission du livrable.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 3, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du solde du montant total du marché.

ARTICLE 7 – HEBERGEMENT – SECURITE ET MAINTENANCE

7.1. Partie 2 – Hébergement

Les spécifications techniques concernant l'hébergement et la sécurité sont détaillées dans le CCTP.

7.2. Partie 3 - Maintenance

La maintenance inclura des prestations préventives, correctives et curatives, conformément aux spécifications du CCTP. Le titulaire devra détailler, dans son offre et en annexe 1, les modalités de maintenance, ainsi que leurs conditions d'application (délais, modes d'intervention, etc.).

Dans sa proposition, le candidat devra préciser les conditions de maintenance préventive et curative du matériel, notamment :

- ✚ Le nombre de visites préventives annuelles prévues, avec un minimum d'une visite par an ;
- ✚ Les délais d'intervention, de résolution pour un incident mineur et majeur en tenant compte du fait que l'entretien et le dépannage devront être assurés durant les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Les délais d'intervention pour ce qui concerne la maintenance curative devront être courts pour les problèmes urgents notamment en période critique pour rétablir le service (périodes d'inscription pour les formations notamment). Ainsi, l'agence doit nous proposer une garantie de temps d'intervention et une garantie de temps de rétablissement de ce nouveau site. En cas de problème majeur, la dernière sauvegarde de la veille doit être restaurée dans la demi-journée sous peine d'encourir une pénalité conformément à l'article 8 du présent CCAP.






La partie de la maintenance préventive (mise à jour des plugins par exemple + sauvegarde) sera forfaitaire et ne devra pas empiéter sur la partie de la maintenance curative (corrections de bugs, intervention suite ticket, etc). Par ailleurs, tout bug lié à une maintenance (par exemple mise à jour de plugin) doit être corrigé sans imputation des coûts dans un délai maximum de 24h.

Le service de maintenance devra être joignable facilement par téléphone, mail ou via une plateforme dédiée et un contact privilégié du prestataire sera affecté à notre projet, il sera le seul interlocuteur (sauf en cas d'absence).

Nous avons actuellement un intranet que nous souhaitons garder tel quel. Cependant celui-ci devra être hébergé au même endroit que ce nouveau site internet et devra être géré par le répondant au niveau des maintenances également. L'intranet est géré par un système d'authentification SSO et avec le CMS Wordpress.

ARTICLE 8 – PENALITES

Les pénalités ci-dessous s'appliquent dans le cadre du présent marché sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire. Par dérogation de l'article 14.1.2 du CCAG/TIC, tout dépassement des délais contractuels dans l'exécution des prestations entraîne l'application des pénalités suivantes :

-  **Pénalité pour les délais dépassés de la maintenance (sans restauration de sauvegarde sous 4h /ouvrée) : 100 € HT /heure ouvrée**
-  **Pénalité pour manquement aux obligations de maintenance :**
 - **Incident mineur (qui n'affectent pas gravement l'expérience utilisateur ou la fonctionnalité du site dans son ensemble) : 300 € HT/ jour ouvré**
 - **Incident majeur (impact important sur l'expérience utilisateur ou la fonctionnalité du site) : 1000 € HT / jour ouvré**
-  **Pénalité de retard à compter de la livraison du site soit le 1^{er} septembre 2025 : 300 € / jour ouvré**
-  **Pénalité sur la livraison finale soit au 1^{er} décembre 2025 : 1000 € / jour ouvré**
-  **Pénalité pour non-respect des règles RGPD : 500€ HT par faute constatée et personne concernée**

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1000) euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 9 – SOUS - TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de

paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

ARTICLE 10 - PRIX

10.1. - Prix de règlement

Les prix sont fermes et conformes à l'acte d'engagement et à l'annexe à l'attribution.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Il comprend également la prestation de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche, de formation, l'hébergement, la garantie légale et la maintenance.

Conformément à l'article 10 du CCAG / TIC, le prix de règlement objet du marché est établi à partir des propositions hors taxes (HT) en euros du titulaire. A ces prix s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de la livraison.

10.2. - Frais de port

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage standard.

ARTICLE 11 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

11.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations.

Les modalités de paiement sont définies à l'article 6 du présent CCAP.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : facturier-ulille@univ-lille.fr

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.10 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

11.2 - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 8 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier après admission des matériels. Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

11.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

11.4 - L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

11.5 - Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

11.6 – Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

11.7 – Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

11.8 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-TIC.

11.9 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

ARTICLE 12 – AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil

de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R 2191-3 à R2191-12. Une avance de 30 % sera versée à la notification.

Le remboursement de l'avance forfaitaire s'impute sur les sommes dues au titulaire et commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du montant minimum fixé en valeur.

Le candidat veillera à remplir l'article B4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 13 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 14 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD

15.1 - Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

15.2 - Qualification de la responsabilité des parties

Dans le cadre de l'exécution du présent marché et conformément de l'article 4 du RGPD, le titulaire, aura le statut de sous-traitant (ci-après « le sous-traitant » ou le « titulaire»). L'acheteur aura le statut de responsable de traitement (ci-après « le responsable de traitement » ou « l'acheteur »).

15.3 - Finalité, description et durée du traitement

Le sous-traitant est autorisé à réaliser pour le compte du responsable de traitement le(s) traitement de données personnelles suivants.

- ✚ La nature des opérations de traitement : collecte, enregistrement, conservation, communication, destruction
- ✚ La ou les finalité(s) du traitement : la conception, l'hébergement, la maintenance et la sécurisation du site web de l'IAE et de son intranet.
- ✚ Les catégories de données à caractère personnel traitées :
 - Données d'identification des personnes strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement ;
 - Données de connexion strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement, collectées et utilisées conformément à la réglementation applicable aux cookies et autres traceurs.
 - Les catégories de personnes concernées : les utilisateurs, superadministrateurs et administrateurs du site web et de l'intranet de l'IAE.
 - Support(s) de traitement des données : les serveurs et les terminaux du sous-traitant.
 - La durée de conservation des données personnelles par le sous-traitant est limitée à la durée du marché. Dans tous les cas à la fin de celui-ci, le sous-traitant devra supprimer toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifier auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression. Par ailleurs, en cas d'inactivité de deux ans sur un compte créé, il est demandé au sous-traitant d'envoyer systématiquement un message d'alerte informant l'utilisateur de la suppression automatique de son compte dans les trois mois qui suivent si aucune connexion n'est constatée. Le super administrateur du site web et de l'intranet de l'IAE devra également avoir la possibilité de supprimer manuellement des comptes.

15.4 - Obligations du responsable de traitement et celles du sous-traitant vis-à-vis de ce dernier.

- ✚ Obligations du responsable de traitement

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées à l'article 14.3 des présentes clauses ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits visés à l'article n°14.10 du présent marché.

- ✚ Obligation du sous-traitant

- Limitation des finalités

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 14.3 des présentes clauses, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement. Dans le cas de finalités non énumérées à l'article 14.3 des présentes clauses, le titulaire s'engage à demander systématiquement le consentement de l'utilisateur.

- Instruction

Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du

traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.

- Information de toute difficulté dans l'application de la réglementation

Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable du traitement constitue une violation du RGPD ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

- Procédure en cas de recours à un sous-traitant ultérieur

a) Le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement qu'il effectue pour le compte du responsable du traitement en vertu des présentes clauses sans l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement.

b) Au cours de l'exécution du présent marché, le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique de recourir à un nouveau sous-traitant ultérieur au moins 30 jours avant le recrutement de celui-ci, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation visé ci-dessus (a.)

c) La liste des sous-traitants ultérieurs effectuant une ou plusieurs opérations de traitement visées à l'article 16.3 ci-dessus est communiquée au responsable de traitement par le sous-traitant avant la conclusion du marché et à toute mise à jour de celle-ci.

d) Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du RGPD.

e) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement.

Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

f) Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

g) Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

- Communication des coordonnées du Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

15.5 - Transferts internationaux

a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de

satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du RGPD.

b) Le responsable du traitement convient que lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur conformément à la clause 14.4 pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, le sous-traitant et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du RGPD en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du RGPD, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

15.6 - Prise en compte des droits des personnes concernées

✚ Prise en compte des droits des personnes concernées par le responsable de traitement

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. Il lui appartient également de répondre aux demandes d'exercice de droit qui lui sont adressées par les personnes concernées.

Pour ce faire, la solution proposée par le sous-traitant comportera un espace spécifique accessible à tout moment par les personnes concernées, permettant au responsable de traitement d'informer celles-ci conformément aux articles 13 et 14 du RGPD.

✚ Prise en compte des droits des personnes concernées par le sous-traitant

a) Le sous-traitant informe, dans un délai de 24h à compter de la réception de la demande, le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

b) Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.

15.7 - Mesures de sécurité

✚ Niveau d'exigence

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin :

- de garantir un niveau de sécurité des données adapté au risque répondant aux exigences de la qualification Secnumcloud (ou une qualification européenne garantissant un niveau au moins équivalent) ;
- d'être immunisé contre tout accès non autorisé par des autorités publiques d'État tiers.

Les dispositions du cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité sont applicables au présent marché. Le sous-traitant s'engage à les respecter et veille à leur respect en cas de sous-traitance. Ce clausier est consultable sur le lien suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte/fr>

Le sous-traitant mettra en place les mesures adaptées pour protéger le site des attaques de défiguration et dénis de service. Il assurera une protection optimale des données personnelles stockées sur le site. Pour cela, le sous-traitant fera appel à une palette d'outils mettant en place des restrictions d'accès, qui permettront de :

- sécuriser le serveur hébergeant le site ;
- filtrer des machines/ comptes accédant aux données ;
- mettre à jour des équipements et logiciels ;
- sauvegarder régulièrement les données ;
- mettre en place des certificats et des protocoles de communication sécurisés ;
- limiter les accès et les extensions à leur strict minimum

- surveiller l'activité sur le site.

La proposition attendue devra a minima répondre à ces critères et le candidat devra apporter toutes les précisions attendues notamment par l'intermédiaire du cadre de réponses associé au présent marché.

La description de ces mesures de sécurité sera annexée à l'acte d'engagement.

Confidentialité

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat.

Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel signent un engagement de confidentialité vis-à-vis des données personnelles précisées à l'article 14. 3 des présentes clauses ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Tenue d'un registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- a) Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- b) Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- c) Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- d) Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, et notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à communiquer sur demande du responsable de traitement la déclaration des activités de traitement effectuées pour son compte dans le cadre du présent marché.

15.8 - Notification en cas de violation de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du RGPD doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :

- 1) la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - 2) les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - 3) les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;
- c) aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du RGPD, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans un délai de 24h après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- a) une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- b) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c) ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

15.9 - Sort des données au terme de l'exécution du marché

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 15.3 des présentes clauses.

Au terme de l'exécution du contrat et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression.

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression des données.

15.10 - Documentation et conformité

- a) Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.
- b) Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- c) Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du RGPD.
- d) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

e) Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

f) Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

ARTICLE 16 – NORMES, BREVETS ET LICENCES

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes homologuées. Le titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets et licences d'exploitation des produits distribués.

ARTICLE 17 – ASSURANCE

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux fournitures courantes et services.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, toute modification du marché en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

19.1 Résiliation aux torts du titulaire

En application des articles R.2142-1 à R.2142-27 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L. 8222-1, D. 8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la décision de résilier le marché peut être prise par le Président de l'Université de Lille lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de huit jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

19.2 Résiliation unilatérale du fait de l'Université de Lille

Le Président de l'Université de Lille se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les prestations sont alors payées au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

19.3 - Résiliation du marché pour non-conformité au RGPD

a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

- b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :
- a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
 - b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;
 - c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.
- c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 14.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

ARTICLE 20 – DROIT ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG/TIC

Il est dérogé aux articles 14.1.2, 14.1.3 et 30 à 34 du CCAG/TIC par les articles 6 et 8 du présent CCAP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/TIC
Article 6	Articles 30 à 34
Article 8	Articles 14.1.2/14.1.3

Fait en un exemplaire original unique

A le.....

Le représentant désigné de la société
(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le

Le pouvoir adjudicateur,